



COMMUNIQUÉ

DE PRESSE



Paris, le 15 mai 2020

FORMATION DES ENSEIGNANT·ES : BLANQUER À LA MANŒUVRE

Pour les syndicats SNESUP-FSU, CGT Ferc Sup et Sud Education

L'arrêt des réformes c'est maintenant !

Dans une période où la crise sanitaire déstabilise l'ensemble de la vie sociale et professionnelle du pays (y compris celles des enseignant·es), le ministre de l'Education Nationale a fait savoir par la presse spécialisée qu'une "mission" a été confiée à Mark Sherringham, Inspecteur général, sur la réforme des INSPE, aux fins de conseiller les recteurs et rectrices dans la mise au pas de la formation (voir la lettre de mission [ici](#)) : il s'agit de veiller à l'installation des directeurs et directrices compatibles avec la gestion souhaitée, de contrôler le nombre des personnels sous l'autorité du Ministère de l'éducation nationale (MEN) qu'il s'agit d'imposer à l'Université, de vérifier les maquettes de formation...

On y apprend aussi qu'un travail de définition et de conception de classes préparatoires au professorat des écoles doit être conduit, avec une mise en place dès la rentrée de septembre 2020, dans 3 ou 4 académies pilotes. Apprendre la création d'un tel dispositif qui pourrait impacter la formation des professeur·es des écoles dès la rentrée 2020 est inadmissible. C'est une négation du dialogue social.

Lors de sa première allocution concernant la crise sanitaire, le président de la République avait pourtant annoncé la suspension des réformes en cours, précisant qu'il faudrait tirer toutes les leçons de cette épreuve collective inédite.

Le SNESUP-FSU, la CGT Ferc Sup et Sud Education dénoncent ce coup de force du ministre Blanquer qui profite de la vacuité démocratique d'une période de confinement pour poursuivre et accélérer la mise en oeuvre de sa "réforme" *Ecole de la confiance*.

Rappelons que, selon le Code de l'éducation, les INSPÉ sont des composantes de plein droit de leur université, laquelle reste décisionnelle pour ce qui est de la conception des enseignements et des décisions de recrutement. Au travers de ses multiples expressions comme dans son relais des pétitions et expressions des collègues et de leurs associations, les organisations signataires n'ont cessé de répéter dans toutes les instances leur opposition à une telle "réforme" de la formation des enseignant·es.

Les organisations signataires refusent cette volonté de contrôle et de surveillance des enseignant·es, des formateur/trice·s comme des étudiant·es de master MEEF et s'étonnent du silence assourdissant du Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI) qui se désengage du champ d'une formation aussi essentielle dans la société que celle des enseignant·es, en laissant le champ libre à la vision court-termiste de l'employeur.

Elles demandent que, concernant la formation, l'action des ministères MESRI et MEN se focalise prioritairement dans les semaines à venir sur les mesures à mettre en oeuvre de toute urgence pour qu'étudiant·es et stagiaires ne soient ni discriminé·es ni pénalisé·es dans leurs parcours de formation et leurs carrières professionnelles.

Enfin, elles demandent à nouveau solennellement la suspension immédiate de toute réforme dans la formation des enseignant·es, CPE, et Psy-EN et, dès que la situation sanitaire le permettra, l'ouverture de *véritables* concertations et négociations dans les instances habilitées. ■

